

# LES CHIFFRE DU BLOCCUS

[ 2015 - 2023 ]

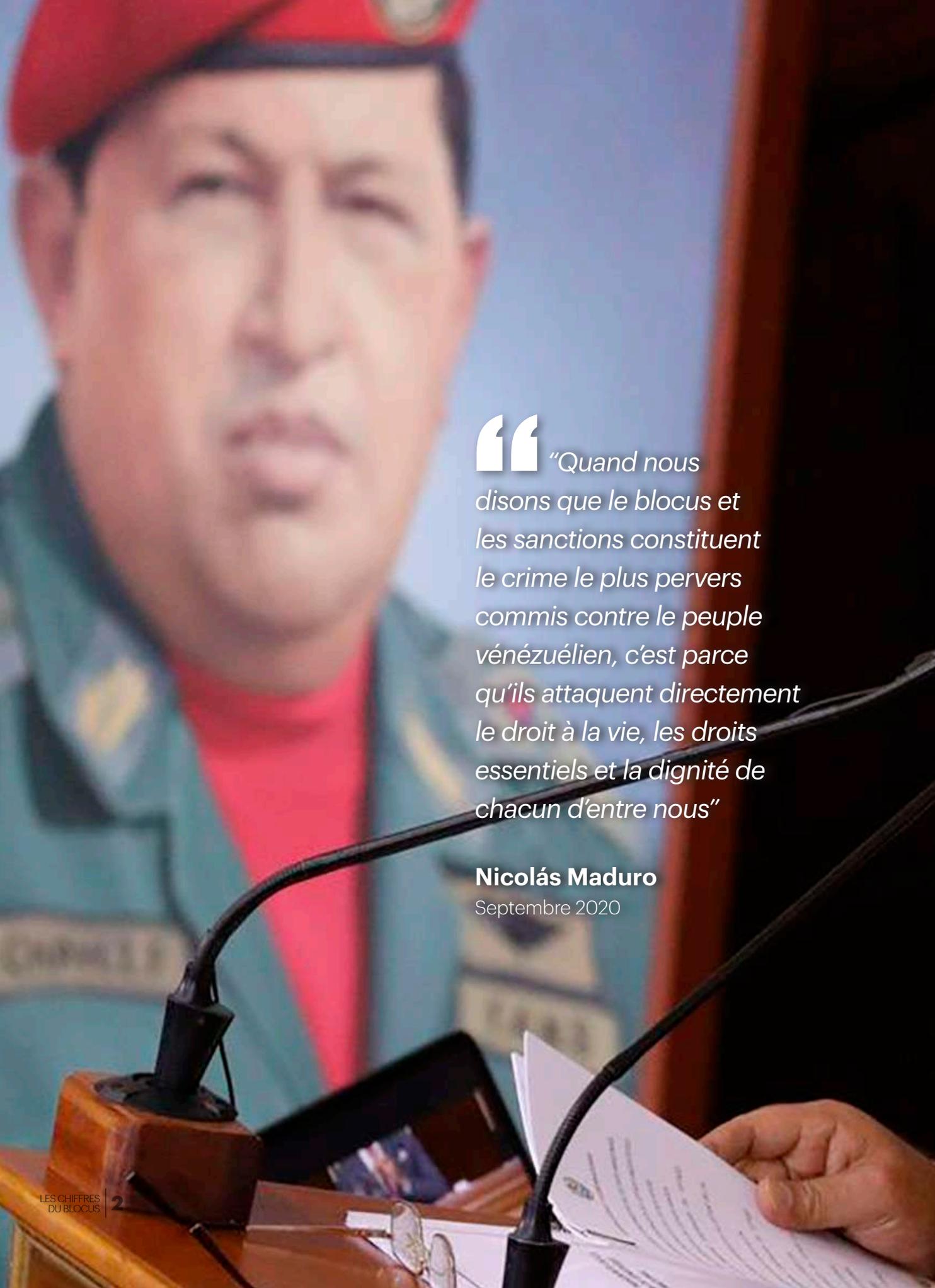
Le Venezuela a le droit  
de vivre sans sanctions

**CIP**  
Centro Internacional  
de Inversión Productiva

OBSERVATORIO VENEZOLANO  
**ANTIBLOQUEO**



République Bolivarienne du Venezuela



“Quand nous disons que le blocus et les sanctions constituent le crime le plus pervers commis contre le peuple vénézuélien, c'est parce qu'ils attaquent directement le droit à la vie, les droits essentiels et la dignité de chacun d'entre nous”

**Nicolás Maduro**

Septembre 2020



# Contenu

Introduction _____	<b>5</b>
Près d'un millier de sanctions _____	<b>8</b>
Sanctions directes et mesures d'extorsion _____	<b>10</b>
Appliquer la douleur là où elle fait mal _____	<b>13</b>
Qui nous sanctionne? _____	<b>14</b>
Nuire aux gens _____	<b>15</b>
Une politique d'extorsion _____	<b>17</b>
Aux nationaux et aux étrangers _____	<b>20</b>
Entreprises visées _____	<b>20</b>
Blocus maritime _____	<b>21</b>
Couper les ailes du pays _____	<b>21</b>
Le monde sanctionné _____	<b>22</b>
Attaques contre des pétroliers _____	<b>23</b>
Impact sur l'activité aérienne _____	<b>24</b>
Des dommages profonds _____	<b>25</b>
Pas de devises pour le Venezuela _____	<b>26</b>
Le pillage _____	<b>28</b>
La guerre du pétrole _____	<b>29</b>
Punir une nation entière _____	<b>32</b>
Nous soumettre par la faim _____	<b>33</b>

# Introduction

Depuis 2015, le Venezuela a été la cible de 930 mesures coercitives unilatérales, de sanctions directes et indirectes contre le gouvernement, les finances publiques, l'industrie pétrolière et le commerce extérieur qui ont gravement affecté l'économie nationale, le bien-être et les droits humains de la population vénézuélienne.

La politique de sanctions unilatérales, considérée comme illégale par les Nations unies, a été un instrument utilisé par plusieurs États et groupes d'États pour promouvoir un changement de régime politique au Venezuela en déstabilisant l'économie.

Les sanctions ont échoué, mais leur application a produit des effets pervers qui ont affecté la vie économique vénézuélienne. En huit ans, les revenus en devises du pays ont chuté de 90%; depuis 2015, l'industrie pétrolière a cessé de produire 3.993 millions de barils de pétrole, ce qui a entraîné des

pertes de 232 milliards de dollars pour le pays. La baisse du produit intérieur brut —en termes de ce que l'économie vénézuélienne a cessé de produire entre 2015 et 2022— équivaut à 642 milliards de dollars.

De plus, les sanctions ont induit —directement ou indirectement— le gel des ressources dans le système financier et dans les organisations multilatérales de financement pour plus de 22 milliards de dollars. L'actif le plus important du Venezuela à l'étranger, Citgo Petroleum Corporation, la septième plus grande raffinerie sur le marché américain, est bloqué et sous la menace d'une appropriation judiciaire en raison des sanctions imposées par les États-Unis.

Jusqu'en 2015, le Venezuela figurait parmi les pays dont l'indice de développement humain était le plus élevé. Les sanctions qui ont bloqué l'accès aux aliments et aux médicaments —y compris les vaccins pendant la pandémie de Covid-19—



ont provoqué un renversement temporaire des indicateurs sociaux du pays dans des domaines tels que la santé et l'alimentation, et ont stimulé une migration massive des citoyens à l'étranger.

Le Venezuela a résisté à l'assaut économique en combinant des mesures audacieuses pour stimuler l'économie domestique, stimuler la production alimentaire et l'économie des ménages, sauver et équilibrer les comptes fiscaux et attirer les investissements. Depuis 2021, le pays a entamé un processus progressif de redressement de ses indicateurs économiques.

L'économie vénézuélienne a connu une croissance de 5% en 2021 et de 14% en 2022. Cette année, la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine (CEPAL) prévoit une croissance de 5%. Tout cela s'est produit sans qu'aucune sanction n'ait été levée.

Cependant, la durabilité de la croissance économique du Venezuela dans les années à venir restera conditionnée par le siège financier, le blocus de l'industrie pétrolière, le gel de millions de dollars dans le système financier et les menaces judiciaires pesant sur les actifs vénézuéliens à la suite de mesures coercitives unilatérales.

Pour soutenir l'élan de son économie, le Venezuela doit se libérer du poids

écrasant des sanctions, qui l'empêchent même d'effectuer des transactions pour l'achat de médicaments à l'étranger, de matières premières pour l'industrie ou d'équipements pour les services publics.

Cette publication, "Les chiffres du blocus", montre quelques-uns des principaux impacts du blocus économique et financier contre le Venezuela, un fait politique et économique sans précédent dans notre histoire. Ces faits et chiffres révèlent la profondeur et la gravité de cette politique illégale et criminelle contre le Venezuela.

Le peuple vénézuélien, dans son écrasante majorité, rejette les mesures unilatérales de coercition économique et soutient la levée des sanctions par ceux qui les ont imposées.

Le Venezuela continue de recourir aux instruments pacifiques et juridiques prévus par le droit international public pour obtenir la levée définitive de chacune des mesures coercitives qui limitent notre droit au développement et à la vie de notre peuple.

Afin de renforcer sa démocratie, ses processus électoraux et la coexistence citoyenne, comme le souhaite tout notre peuple, le Venezuela ne fait que revendiquer son droit à vivre sans sanctions et à développer librement et pleinement son économie.



**Nicolás Maduro Moros**

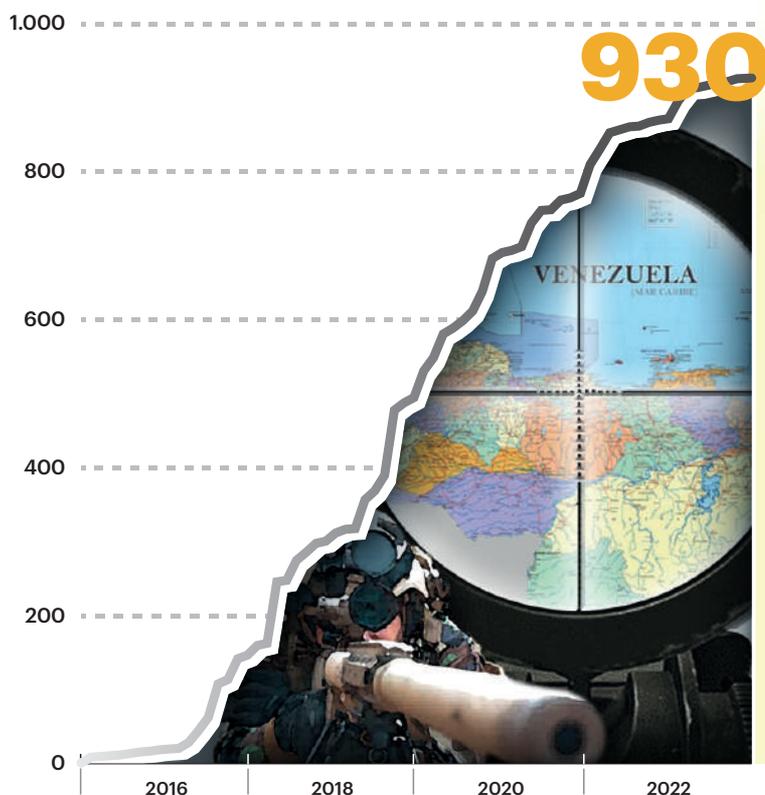
President of the Bolivarian Republic of Venezuela



Le Venezuela est la plus grande réserve de pétrole au monde. Petróleos de Venezuela (PDVSA) est la principale entreprise du pays et l'une des plus importantes au monde. Pendant plus d'un siècle, le pétrole vénézuélien a été contrôlé par les États-Unis et a servi à alimenter l'essor industriel et la prospérité du pays. Depuis 1999, sous Hugo Chávez, le pétrole a commencé à servir les intérêts du peuple vénézuélien et à financer le développement du pays. La perte de contrôle des ressources pétrolières est à l'origine de la tentative continue de Washington de déstabiliser la démocratie vénézuélienne. Les sanctions sont l'instrument le plus puissant d'une politique étrangère qui cherche à recoloniser le Venezuela.

# Près d'un millier de sanctions

Évolution du MCU et des autres mesures prises contre le Venezuela 2014 - 2023



“ Le blocus économique et financier est une nouvelle forme de terrorisme ”

Delcy Rodríguez  
Septembre 2019

Depuis décembre 2014, le Venezuela est la cible d'une agression inhabituelle. Un ensemble important de mesures hostiles, de lois, de décrets, d'embargos et de mesures d'agression non écrites nous ont été imposés par les États-Unis et certains de leurs partenaires. De l'interdiction de négocier la dette de la République et de PDVSA sur les marchés financiers, à la confiscation d'actifs publics, en passant par la sanction de personnes, d'entreprises, de navires, d'avions, de nombreuses ressources ont été gelées et le commerce extérieur du pays a été paralysé.

Les États-Unis appellent ces actions “punitions et sanctions”, l'ONU les qualifie

de mesures coercitives unilatérales, et la loi **anti-blocus du Venezuela** (2020) ajoute qu'il existe également des “mesures restrictives ou punitives”. D'autres auteurs parlent de “mesures extensives” ou de “coercition”. En fin de compte, quel que soit le nom qu'on leur donne, toutes les voies d'agression mènent à Washington.

Ainsi, le Venezuela a été unilatéralement menacé, persécuté et puni parce que certaines puissances mondiales criminalisent notre système politique, nos lois et notre gouvernement et cherchent à obtenir un “**changement de régime**” au Venezuela. Ce processus illégal d'agression multiforme est ce que l'on appelle le blocus.

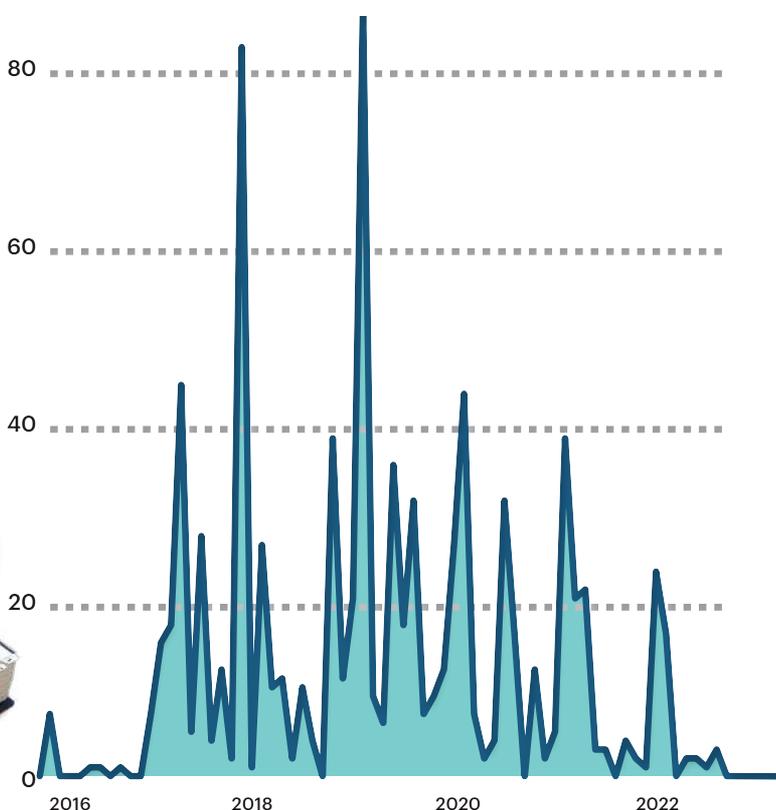
## Une sanction tous les trois jours

Ici on met en évidence l'application par mois des mesures d'extorsion contre le Venezuela. Entre 2014 et 2015, des mesures ont été émises telles que:

La loi du Congrès américain, qui a autorisé l'ingérence au Venezuela pour "défendre la démocratie" et le **décret Obama** de mars 2015. Le mois au cours duquel le plus grand nombre de mesures de sanctions ont été appliquées a été avril 2019, avec 88 mesures. Durant cette période, le Venezuela a reçu une sanction tous les trois jours.

L'étape la plus dure a sans doute été entre 2017-2022, lorsque la politique de "**pression maximale**" de Trump a prévalu. La plupart sont des sanctions sur des individus, des entités publiques ou privées et des actifs ; il y a aussi de nombreux comptes bancaires fermés, des transactions financières paralysées, des ressources gelées, des mesures politiques et diplomatiques visant à affaiblir l'État vénézuélien.

MCU et autres mesures imposées au Venezuela entre décembre 2014 et mai 2023, par mois



930

MESURES COERCITIVES UNILATÉRALES et sanctions a reçu le Venezuela depuis 2014

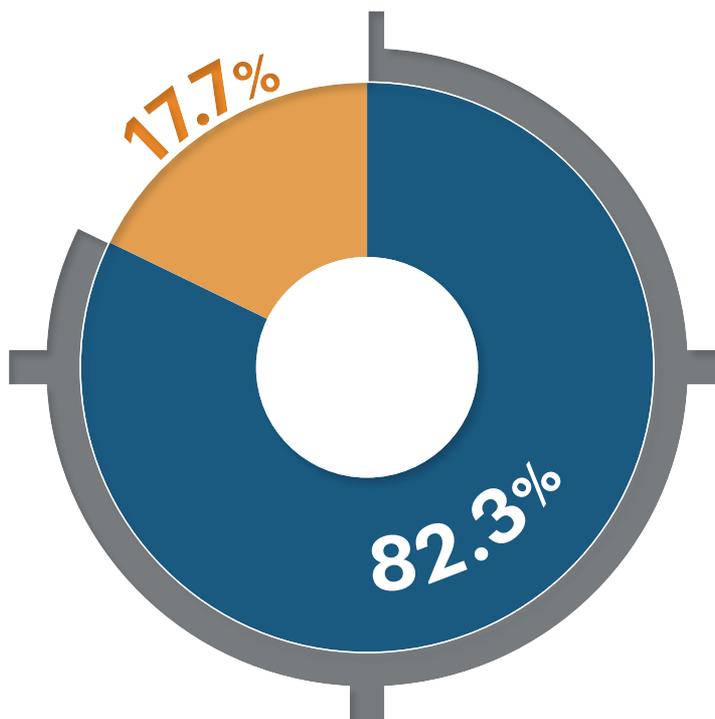
“ Les sanctions imposées au nom de la défense des droits humains tuent en fait des personnes et les privent de droits fondamentaux, tels que le droit à la santé, à l'alimentation et à la vie elle-même ”

Groupe d'experts de l'ONU

Août 2021

# Sanctions directes et mesures d'extorsion

Mesures coercitives unilatérales et mesures restrictives ou punitives imposées à la République bolivarienne du Venezuela 2014-2023, en pourcentage



● MCU (sanctions) ● Autres mesures

# 766

**SANCTIONS DIRECTES**  
des États-Unis, Canada,  
l'Union européenne,  
Panama, Suisse et  
Royaume-Uni

Sur l'ensemble des mesures prises à l'encontre du Venezuela, huit sur dix sont des sanctions directes (766), les autres étant des mesures restrictives ou punitives (164). Un exemple de sanctions directes : en août 2017, le gouvernement américain, par le biais d'un décret, a interdit à **Citgo Petroleum** de livrer des dividendes au pays. Au cours du même mois de 2019, il a bloqué tous les actifs de Pdvsa sur le territoire américain, y compris, bien sûr, Citgo. Cette mesure a également entraîné un blocus opérationnel et financier de l'entreprise Monómeros, détenue par Pdvsa et opérant en Colombie, qui sera peu après (août 2020) confisquée par le gouvernement colombien d'Iván Duque.

## Quelle est la différence entre une sanction et une mesure restrictive ou punitive?

La loi anti-blocus a déjà éclairci ce doute et il est conseillé de lire son article 4.



**ARTICLE 4:** Aux fins de la présente loi constitutionnelle, les définitions suivantes s'appliquent:

**Mesures coercitives unilatérales:** L'utilisation de mesures économiques, commerciales ou autres prises par un État, un groupe d'États ou des organisations internationales agissant unilatéralement pour contraindre un autre État à changer de politique ou pour faire pression sur des individus, des groupes ou des entités des États visés pour influencer une ligne de conduite, sans l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies.

**Autres mesures restrictives ou punitives:** tout acte ou omission, lié ou non à une mesure coercitive unilatérale, commis par une organisation internationale ou une entité publique ou privée, qu'il s'agisse de l'État qui a pris la mesure ou d'un autre État qui l'applique, en étend les effets ou en tire parti, en vue de violer, par action ou omission, les lois, obligations ou autres actes qui lui incombent.

**VOYONS LA DIFFÉRENCE** Si une personne figure sur une liste de l'office américain OFAC ou est mentionnée dans une mesure officielle d'un gouvernement limitant ses activités, on dit qu'elle est "sanctionnée" ; mais s'il arrive, par exemple, que sa carte de crédit soit annulée sans aucune explication, que son compte bancaire soit fermé ou qu'un paiement qu'elle souhaite effectuer ne soit pas traité "parce qu'elle est vénézuélienne", cette personne est victime d'une mesure qui restreint ses droits, tant dans la sphère privée que dans la sphère publique.

**DES MESURES DIFFÉRENTES, UNE AGRESSION PLUS FORTE** Le terme mesures restrictives ou punitives s'applique également aux actions politiques, économiques ou autres qui visent à **délegitimer le gouvernement** vénézuélien et qui sont appliquées à ce dernier ou à ses citoyens, organismes publics et entreprises. Il s'agit, par exemple, de **limitations à la mobilité des personnes ou des biens, ou d'actions dans le domaine diplomatique** qui violent les conventions internationales et les droits de l'État vénézuélien.



Le Venezuela n'est pas une menace inhabituelle ou extraordinaire.  
Le Venezuela, c'est l'espoir, c'est la souveraineté, c'est l'indépendance.

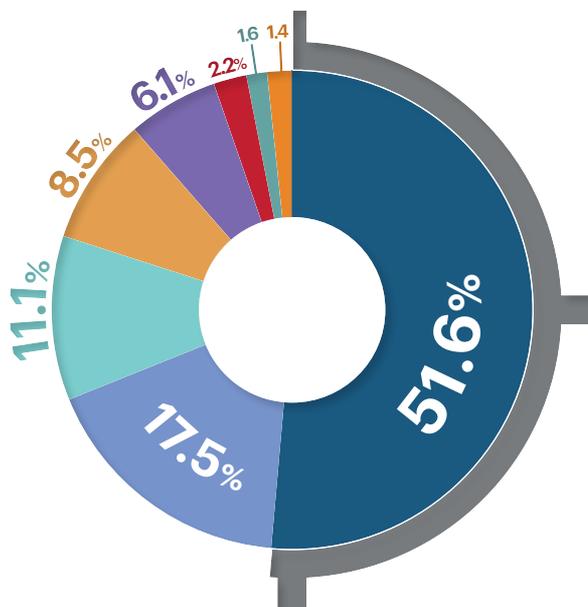
“ La coercition, qu'elle soit militaire ou économique, ne devrait jamais être utilisée pour obtenir un changement de gouvernement dans un État souverain... Le recours à des sanctions par des puissances extérieures pour renverser un gouvernement élu viole toutes les normes du droit international ”

**Idriss Jazairy**  
Ancien rapporteur spécial des Nations unies  
Janvier 2019

# Appliquer la douleur là où elle fait mal

Les idéologues américains —tels que **Richard Nephew**— affirment que les sanctions sont conçues pour “produire de la douleur” et doivent être appliquées “là où elles font le plus mal”. Ce langage, qui n’apparaît pas dans les médias, explique pourquoi les punitions sont ciblées sur les secteurs les plus sensibles de l’économie.

MCU et autres mesures imposées au Venezuela par secteurs affectés, en pourcentage



- État - Gouvernement
- Secteur privé
- Pétrole
- Transport
- Économie et finances publiques
- Santé
- Autres secteurs
- Alimentation



Le graphique, par exemple, montre l’impact des sanctions unilatérales et autres mesures par secteur. Sur un total de 930 sanctions ou mesures extensives, l’impact se concentre sur les activités de l’Etat et du gouvernement: 480 mesures, soit 51% du total. L’industrie pétrolière, principale source de devises du Venezuela, représente 103 mesures, soit 11%. Les autres secteurs touchés sont les transports (79 mesures, principalement concentrées sur Conviasa) et les finances publiques (57 mesures). Ces quatre secteurs de l’Etat représentent 77% des sanctions

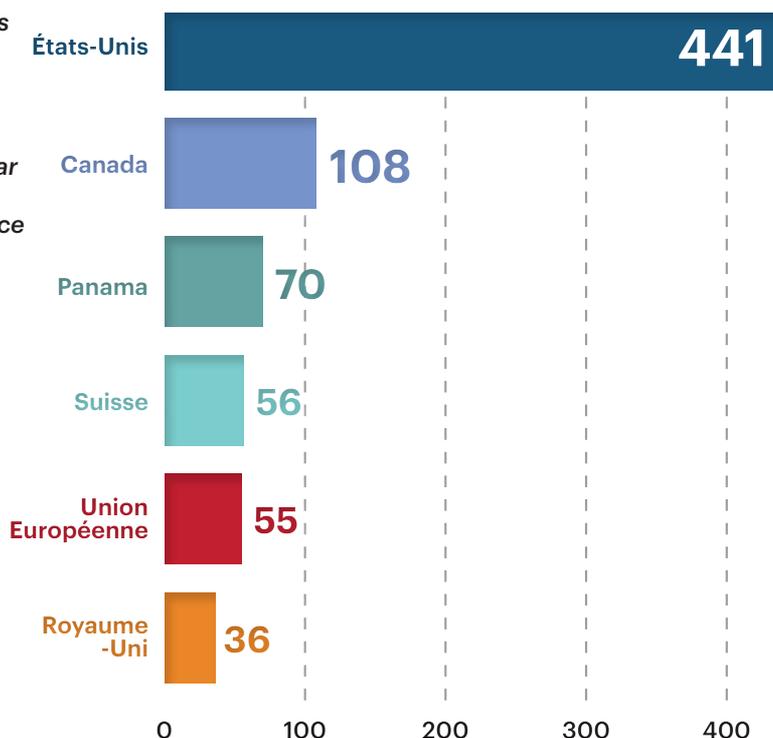
et autres mesures. Les 163 mesures prises à l’encontre d’entreprises privées se distinguent, représentant 17% du total des sanctions. Sans oublier que les secteurs de la santé et de l’alimentation apparaissent également, avec des sanctions spécifiques. C’est l’asphyxie de l’Etat, pour dévaster l’économie du pays.

**Quelqu’un peut-il nier que les sanctions et les punitions ne l’affectent pas?**

C’est comme sortir dans la rue sous la pluie et prétendre qu’on ne sera pas mouillé parce qu’on a un parapluie.

# Qui nous sanctionne?

MCU et autres mesures imposées au Venezuela 2014-2023. Répartition par État ou entité sanctionnatrice



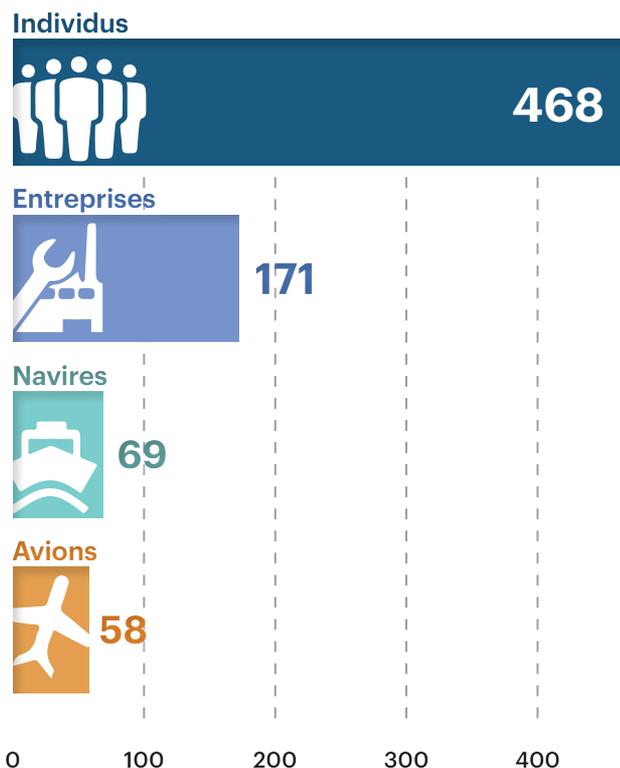
Comme la communauté internationale le sait, le gouvernement américain est le principal responsable des agressions contre le Venezuela. Parmi les pays qui ont imposé les 766 sanctions directes ou mesures coercitives unilatérales contre notre pays, 441 ont été dictées par les États-Unis, c'est-à-dire que pratiquement 6 mesures sur 10 ont été dictées par Washington.

Le Canada et le Panama suivent les États-Unis en tant que gouvernements avec les plus des sanctions contre le Venezuela, sans oublier les mesures dictées par l'Union européenne, qui conditionnent le comportement de près de trois dizaines de nations du vieux continent et ont un impact sévère sur le blocage des ressources du Venezuela dans le système financier européen.

L'analyse des listes de personnes, d'organismes publics, d'entreprises privées et d'actifs sanctionnés montre clairement que plusieurs gouvernements ont automatiquement suivi la politique américaine dans le temps et dans l'espace.

# Nuire aux gens

MCU et autres  
mesures  
imposées au  
Venezuela  
2014-2023.  
Répartition  
par cible  
sanctionnée



**156**  
ORGANISMES  
PUBLICS  
ET ENTREPRISES  
PRIVÉS  
Sanctionnées  
par les  
États-Unis

Quelque 468 sanctions directes (61% du total) visent des personnes jouant différents rôles institutionnels et sociaux, tels que des fonctionnaires, des hommes d'affaires, des dirigeants politiques et leurs familles. Certains ont été sanctionnés plus d'une fois, comme le président de la République, Nicolás Maduro, sanctionné par Barack Obama et Donald Trump : la première fois pour avoir convoqué une Assemblée nationale constituante (2017) et la deuxième fois pour avoir maintenu des relations avec l'Iran.

Au total, 171 sanctions (22%) ont été dirigées contre des organismes publics et des entreprises privées. Quelque 69 navires (39 nationaux et 30 étrangers) et 58 avions, dont la grande majorité appartient à l'État vénézuélien, ont été sanctionnés et interdits d'exploitation aérienne ou maritime. Le récent détournement de l'avion-cargo Conviasa (Emtrasur) est la dernière de ces mesures visant à freiner la mobilité vers et depuis le Venezuela, un détournement illégal et absurde appliqué, dans ce cas, par le biais d'un processus politique et judiciaire pervers.



*Conviaza, la compagnie aérienne vénézuélienne, a été la principale cible des actions illégales des gouvernements américains.*

“ *Les sanctions ont entravé les revenus et l’utilisation des ressources pour développer les infrastructures et mettre en œuvre des programmes d’aide sociale ; elles ont eu un effet dévastateur sur l’ensemble de la population du Venezuela et ont sapé les fondements mêmes de la vie sociale et de la jouissance des droits humains* ”

**Alena Douhan**

Rapporteuse spécial des Nations Unies sur les MCU

# Une politique d'extorsion

Qu'en est-il des 164 autres mesures restrictives ou punitives ? Il s'agit d'un domaine où il y a encore beaucoup d'informations et d'impacts à enregistrer, car il s'agit de décisions qui ne sont souvent pas rapportées. Pour l'instant, le bilan des 164 mesures identifiées par **l'Observatoire vénézuélien anti-blocus** au cours de la période 2014-2023, classées par entité sanctionnatrice, révèle que 81 mesures (49%) ont été adoptées par des gouvernements ou des entités gouvernementales étrangères ; 54 mesures (33%) par le système financier international et 21 mesures (13%) par des tribunaux et des organes judiciaires.

**Quelles sont les actions les plus scandaleuses et les plus hostiles, qui ne sont généralement pas comptabilisées comme faisant partie du blocus?**

■ **Par exemple**, le gel de 31 tonnes d'or par la Banque d'Angleterre depuis 2018.

■ **Par exemple**, en décembre 2017, onze émissions d'obligations de la

dette vénézuélienne et de la dette de PDVSA, d'une valeur de 1,241 milliard de dollars, n'ont pas pu être annulées auprès de leurs créanciers en raison d'obstacles liés aux sanctions.

■ **Par exemple**, en novembre 2017, un total de 23 transactions financières vénézuéliennes pour l'achat de nourriture, de fournitures de base et de médicaments ont été retournées par les banques internationales.

■ **Par exemple**, en août 2017 - sous la pression des États-Unis - la société financière Euroclear a gelé les opérations de règlement des obligations de la dette publique vénézuélienne pour un montant de 1,2 milliard de dollars.

■ **Par exemple**, l'agression et le harcèlement des sièges diplomatiques vénézuéliens en 2019, comme ceux qui ont eu lieu aux États-Unis, en Colombie, au Brésil, au Honduras, au Costa Rica et au Paraguay, entre autres nations, à la suite de la reconnaissance par leurs gouvernements d'un groupe politique appelé "gouvernement intérimaire".

“ Les mesures coercitives unilatérales sont des mesures d'extorsion, non seulement parce qu'elles ne sont pas autorisées par la loi et qu'elles ne peuvent pas remplacer les attributs restrictifs des normes juridiques dominantes, mais aussi parce qu'elles sont essentiellement illégales et peuvent constituer des actions criminelles ”

**Carmelo Borrego**  
Universitaire vénézuélien



## **SURCONFORMITÉ: DES SANCTIONS INVISIBLES**

Il y a surconformité lorsque des banques ou des entreprises cessent de travailler avec une personne, une entité ou un pays sanctionné(e) par crainte des sanctions. Les gringos l'écrivent ainsi: **quiconque aide à échapper aux sanctions sera soumis à des sanctions.**

Dans le cas du Venezuela, la peine "pour avoir aidé le Venezuela à échapper aux sanctions" **peut aller jusqu'à un million de dollars et jusqu'à 20 ans de prison.**

Depuis 2016, suite au décret Obama, de nombreuses banques internationales ont fermé des comptes et bloqué les paiements vers et depuis le gouvernement vénézuélien. Plus tard, **à partir de 2017, les institutions financières ont commencé à "geler" ou à retenir les fonds vénézuéliens.** De nombreuses entreprises ont mis fin à leurs activités et à leurs contrats, dans des domaines tels que le pétrole, les transports, la technologie, la santé, l'électricité et l'eau potable.

Par l'intermédiaire du Réseau de Control de Crimes Financiers (FINCEN), **les États-Unis ont émis deux alertes** (septembre 2017 et mai 2019) imposant un système de surveillance des transactions financières vénézuéliennes afin d'empêcher le paiement d'aliments et de médicaments. Le système financier international a réagi en paralysant toutes les opérations du gouvernement vénézuélien, excluant de facto notre pays du système mondial de messagerie interbancaire (SWIFT). **La surconformité est le blocus invisible.**



“ L’objectif de la politique étrangère de Washington est un monde dans lequel les États-Unis écrivent les règles commerciales et financières mondiales, contrôlent les technologies de pointe, maintiennent leur suprématie militaire et dominent leurs concurrents potentiels ”

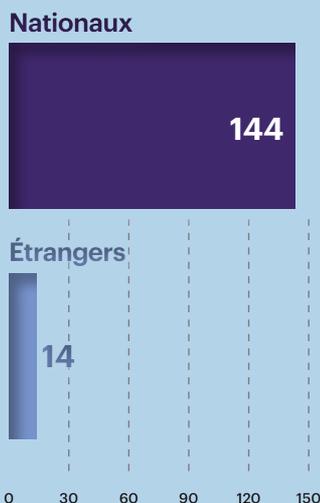
**Jeffrey Sachs**  
Économiste / 2020



# Aux nationaux **et aux étrangers**

Par l'intermédiaire de l'un des bureaux publics les plus louches au monde, l'Office de Control des Actifs du département du Trésor, les États-Unis ont sanctionné 144 citoyens vénézuéliens et 14 étrangers depuis 2015. Parmi ces derniers figurent des hommes d'affaires de plusieurs entreprises internationales, des représentants de sociétés pétrolières et commerciales et des capitaines de navires qui ont fait des affaires avec le Venezuela. Les sanctions sont extraterritoriales et transfrontalières.

*Etats-Unis / OFAC : Sanctions imposées aux personnes originaires ou liées au Venezuela 2014-2023, par nationalité*



## Entreprises **visées**

Les sanctions américaines contre les organismes publics et les entreprises privées visent 156 entités vénézuéliennes ou liées au Venezuela. Les entreprises pénalisées sont concentrées dans les secteurs du pétrole et de l'énergie, du commerce, des transports et de la technologie. Parmi les entreprises figurant sur la liste des sanctions américaines, 143 sont des entreprises privées, soit 92% du total, et 109 sont étrangères, soit 70% du total.

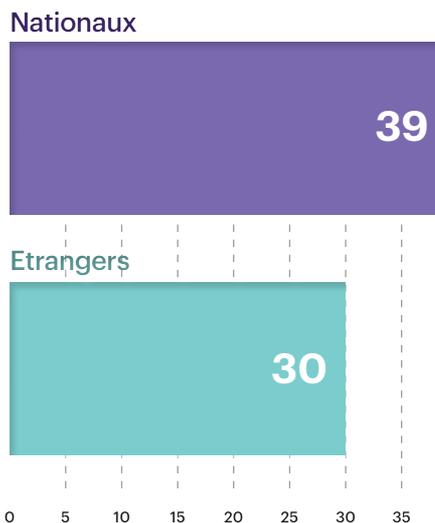
*Sanctions imposées à des entités ou des sociétés originaires ou liées au Venezuela 2014-2023, par type d'entité et par origine*



# Blocus maritime

Empêcher le commerce du Venezuela avec le monde, et en particulier le commerce du pétrole, a été un objectif stratégique des États-Unis. C'est pourquoi de nombreuses sanctions visent les navires transportant du pétrole et des produits pétroliers. Sur les 69 navires sanctionnés par les États-Unis, 39 (56 %) sont nationaux (appartenant à PDVSA), tandis que les navires étrangers pénalisés appartiennent à diverses nations et battent divers pavillons.

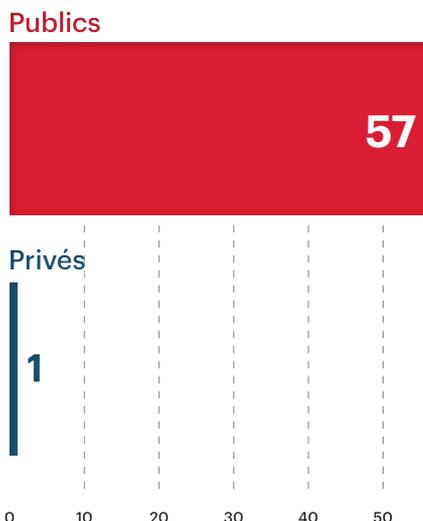
*Etats-Unis / OFAC : Sanctions imposées aux navires en provenance du, ou liés au, Venezuela 2014-2023, par origine*



# Couper les ailes du pays

Au total, 57 avions appartenant à l'État vénézuélien, répartis entre la compagnie aérienne nationale Conviasa et PDVSA, ont été bloqués par l'OFAC (États-Unis).

*Etats-Unis / OFAC : Sanctions imposées aux aéronefs vénézuéliens 2014-2023, par type de propriété*



# Le monde sanctionné

## L'OBSERVATOIRE ANTI-BLOCUS DU VENEZUELA

a établi un classement des mesures coercitives prises par le Département du Trésor américain à l'encontre de différents pays. Dans la section correspondant aux individus, on constate que le Venezuela est désormais le cinquième pays ayant le plus grand nombre d'individus directement sanctionnés. Le bilan montre que Washington a sanctionné 22 individus vénézuéliens ou liés au Venezuela chaque année depuis 2015.

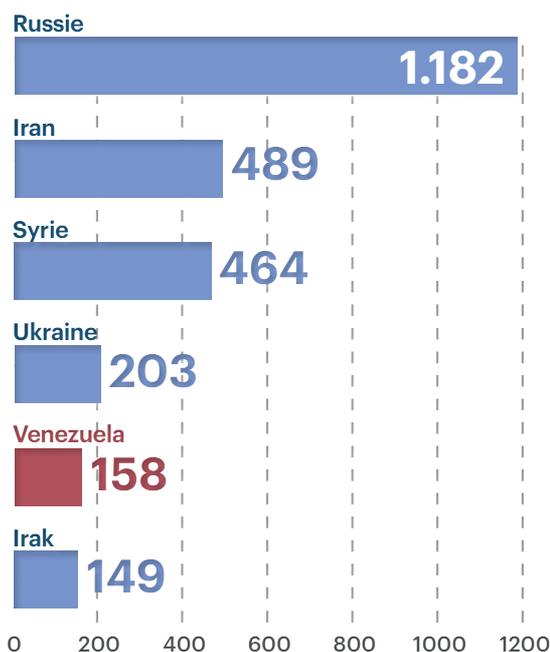
**30** NATIONS DANS LE MONDE subissent des sanctions unilatérales

**28%** DE LA POPULATION MONDIALE vit dans des pays sanctionnés

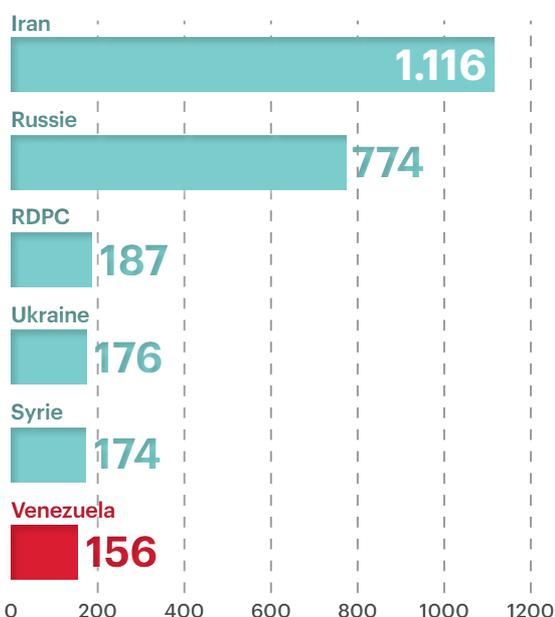


En moins de neuf ans, la République bolivarienne du Venezuela est devenue le sixième pays ayant le plus grand nombre d'organismes publics et d'entreprises privées sanctionnés par les États-Unis. Outre les sanctions contre PDVSA, et toutes ses filiales et actifs, la quasi-totalité du système financier public vénézuélien a été sanctionnée, y compris la Banque centrale du Venezuela, la Banque du Venezuela et la Banque nationale pour le développement économique et social. Conviasa, la Corporation Vénézuélienne de Guayana et la Corporation Vénézuélienne de Mines, entre autres organisations et entreprises, ont été ajoutées à la liste.

Etats-Unis / OFAC : Sanctions imposées aux individus par pays à partir de mai 2023



Etats-Unis / OFAC : Sanctions imposées aux entités ou entreprises par pays à partir de mai 2023



# Attaques contre des pétroliers

Les sanctions sévères prises à l'encontre de l'industrie pétrolière vénézuélienne ont entraîné l'inclusion de 39 navires nationaux et de 30 navires étrangers opérant dans le secteur de l'énergie dans la liste des actifs sanctionnés par les États-Unis. Le Venezuela est ainsi le quatrième pays au monde pour le nombre de navires sanctionnés.

*Etats-Unis / OFAC: Sanctions imposées aux navires par pays à partir de mai 2023*

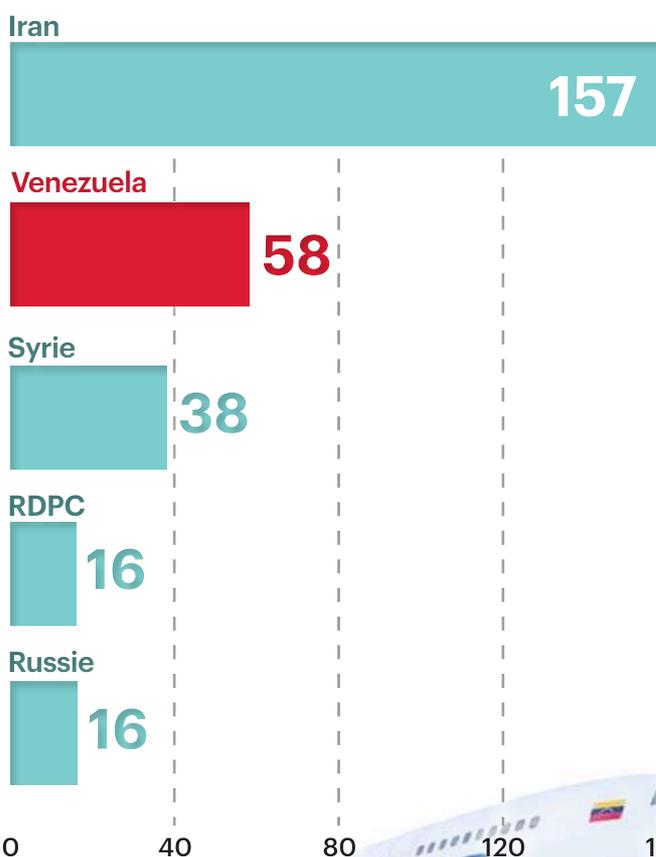


# Impact sur l'activité aérienne

Les sanctions unilatérales contre le secteur des transports du Venezuela comprennent une interdiction d'exploitation de 58 avions vénézuéliens, dont 57 appartiennent à l'État et un au secteur privé. Le Venezuela est ainsi le deuxième pays ayant le plus grand nombre d'avions sanctionnés parmi les 30 nations

soumises aux MCU, dépassant même la Russie. Les mesures prises à l'encontre du secteur aéronautique comprennent également une interdiction de survol de l'espace aérien vénézuélien à certaines altitudes. Cette mesure concerne les avions et les pilotes certifiés par les États-Unis.

États-Unis / OFAC : Sanctions imposées aux aéronefs par pays à partir de mai 2023



# Des dommages profonds

## Et donc... quels sont les résultats des sanctions ?

Dans quelle mesure ont-elles affecté la population, les industries et la vie sociale du Venezuela ? Comme il était prévisible, et comme prévu par les pays sanctionneurs, les mesures implacables prises contre le Venezuela depuis huit ans ont eu des répercussions graves et profondes sur l'économie du pays, le niveau de vie et les droits humains de la population vénézuélienne.

Nous avons tous subi, d'une manière ou d'une autre, les effets des sanctions, de la persécution de l'économie et de l'État vénézuélien. Le blocus a entraîné une réduction des recettes en devises du pays, une baisse de la production de pétrole, la fermeture du commerce extérieur, l'affaiblissement de la monnaie et la fuite des capitaux. Puis ce fut l'hyperinflation, la pénurie de biens et de services, la fermeture d'industries, les migrations, la détérioration de la qualité de vie et du bien-être des Vénézuéliens et des Vénézuéliennes. Bref, une dévastation économique sans précédent.

# 171

ORGANISMES  
PUBLICS  
et entreprises publiques  
et privées sanctionnés



“ Les mesures coercitives unilatérales ne sont pas un outil légitime de politique étrangère, mais une violation grave de la Charte des Nations unies par les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Union européenne, et un crime contre l'humanité ”

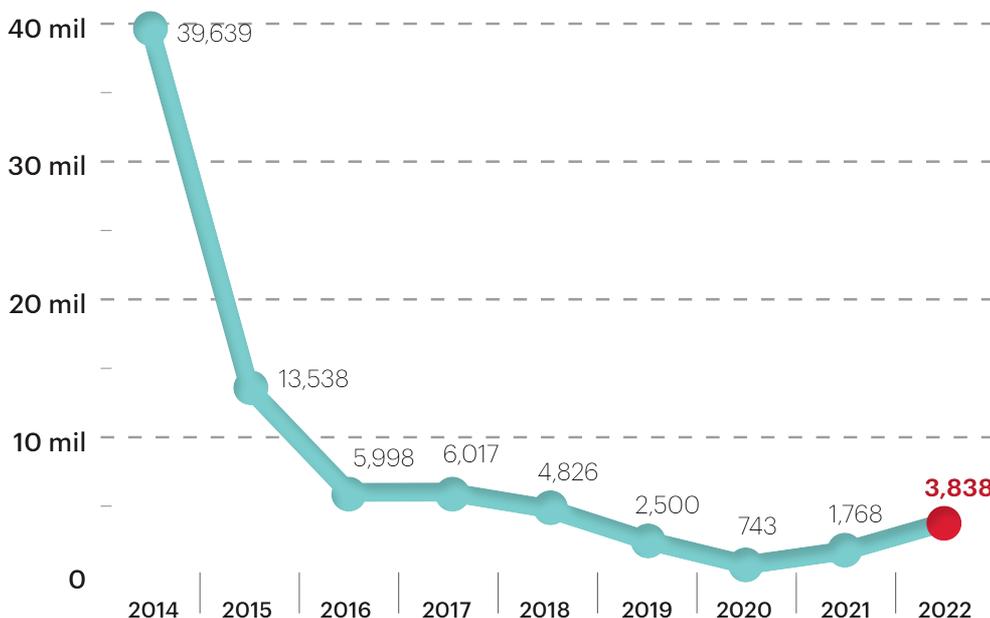
**Alfred de Zayas**

Janvier 2023



# Pas de devises pour le Venezuela

Venezuela : recettes en devises (millions USD) 2014-2022



Source: Banque Centrale du Venezuela (BCV)

Les États-Unis appliquent des mesures coercitives unilatérales là où elles peuvent faire le plus de dégâts. Dans le cas du Venezuela, la stratégie centrale consistait à fermer les sources de financement de l'économie vénézuélienne. Première étape : laisser le pays sans ressources extérieures, bloquer la dette souveraine et détériorer sa valeur, en l'empêchant d'être échangée sur les marchés financiers. Dans ce plan, l'augmentation de ce que l'on appelle le risque-pays était fondamentale pour éloigner les capitaux du Venezuela. La deuxième étape consistait à réduire la production de pétrole, afin de fermer la source de devises étrangères du

pays. Le graphique des recettes en devises du Venezuela depuis 2014 est éloquent et poignant en ce qui concerne la chute dramatique des revenus extérieurs du pays.

Les recettes en dollars du pays sont passées de 39 milliards de dollars en 2014 à 743 millions de dollars en 2020. En perspective, en sept ans, le Venezuela a perdu 99 dollars sur 100 qu'il a reçus. Et bien que le pays connaisse une légère reprise entre 2021 et 2022, les revenus de cette dernière année représentent à peine 10% de ce que le Venezuela a reçu l'année où l'agression économique a commencé. Le blocus financier a fonctionné.

## UN IMPACT SANS PRÉCÉDENT

En perspective, depuis 2015, le Venezuela a **perdu en moyenne 40 milliards de dollars** par an pendant les sept années suivantes.

**40 milliards de dollars chaque année pendant sept ans!**

Quelle économie dans le monde peut résister à une telle chute pendant si longtemps?

Cette situation est sans précédent dans l'histoire économique récente d'un pays. Ne cherchez pas de graphique ou d'exemple qui s'en rapproche. L'expression asphyxie économique et financière prend, dans le cas vénézuélien, une nouvelle dimension.



# Le pillage

Le Venezuela a été victime d'un processus de pillage et de vidage systématique de ses ressources et de ses actifs au cours des huit dernières années. Des actifs financiers et non financiers, des fonds sur des comptes, des obligations, ainsi que des actifs physiques : raffineries, stations-service, installations pétrolières et bâtiments ont été saisis et contrôlés par des personnes et des entités extérieures à la République, dans le cadre d'un plan visant à nous dépouiller de tous les moyens matériels nécessaires au développement du pays.

Ce processus de dépossession et d'agression économique sans précédent dans notre histoire est aggravé par une série de procès hors toute légalité (lawfare) qui, profitant de l'attitude irresponsable et corrompue d'une organisation criminelle appelée "gouvernement intérimaire", ont mis en

péril les biens vitaux du Venezuela, en particulier dans les secteurs de l'énergie et de l'aéronautique.

Le montant des ressources affectées par ces actions se situe entre 24 et 30 milliards de dollars, dont plus de la moitié est gelée dans des institutions financières multilatérales telles que le FMI, la BID et la CAF. La pratique de la surconformité, l'opacité du blocus et le manque de volonté politique constituent une nouvelle agression contre le droit du Venezuela à disposer de ses ressources et à participer au libre-échange.

Rien qu'en termes d'actifs et de ressources bloqués, retenus ou confisqués à l'extérieur du pays, le Venezuela pourrait avoir subi un préjudice financier sans précédent, dont le montant total **dépasse les 30 milliards de dollars.**

## Quelques uns des ressources et actifs les plus importants bloqués, confisqués et/ou retenus à l'étranger:

**7** milliards d'USD de liquidités, retenus dans des banques.

**5** milliards d'USD retenus au FMI.

**2** milliards d'USD en 31 tonnes d'or confisquées par l'Angleterre.

**13** milliards d'USD, valeur de Citgo Corp. confisqué par les États-Unis.

Total  
entre  
**24-30**  
milliards  
de dollars



# La guerre du pétrole

Les sanctions ont provoqué un effondrement, une véritable crise cardiaque au cœur de l'économie vénézuélienne: l'industrie pétrolière.

La compagnie pétrolière nationale, PDVSA, a été la cible d'une attaque impitoyable et implacable visant à la détruire de l'intérieur et à la bloquer de l'extérieur. Donald Trump avait une obsession personnelle pour le pétrole vénézuélien: en 2019, il a cessé d'acheter du brut national et il est allé jusqu'à dire qu'il avait le droit de contrôler les ressources du Venezuela, parce qu'elles faisaient partie des États-Unis. Plus précisément, il a publié trois décrets exécutifs pour bloquer toutes les opérations et tous les actifs de PDVSA. Avec ses sanctions, il a réussi à faire en sorte que les entreprises américaines et autres mettent fin à leurs activités dans notre pays.

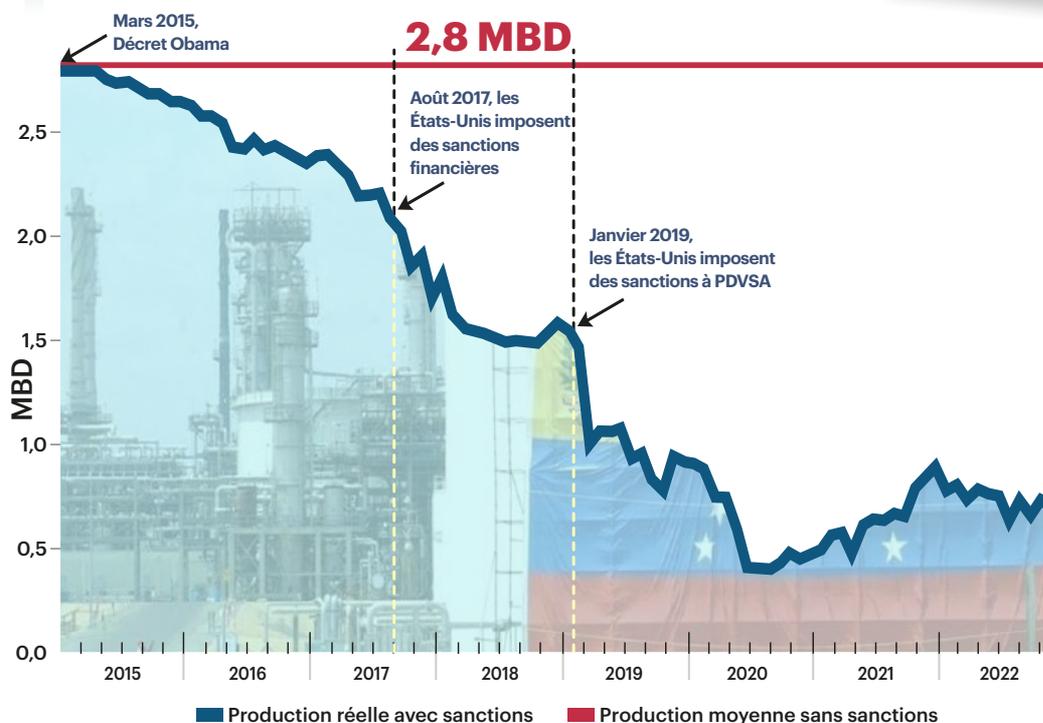
En conséquence de cette guerre économique impitoyable, entre janvier 2015 et juin 2020, la production de PDVSA a chuté de 87%, passant d'une moyenne de 2,5 millions de barils par jour à 339.000 barils par jour en juin 2020.

Des études économiques estiment à 232 milliards de dollars les pertes de l'industrie pétrolière dues à la baisse de la production, aux sanctions, à la guerre des prix et aux sabotages contre PDVSA.

Cependant, il faudra du temps pour estimer le total des dommages causés à notre industrie pétrolière, au pays et à notre peuple par l'application de mesures coercitives unilatérales.



*Baisse de la production pétrolière et impact économique des mesures unilatérales contre la patrie (2015-2023)*





En 2015, au moment de l'adoption du décret Obama, qui a marqué le début de l'attaque directe contre notre pays, le Venezuela produisait 2,8 millions de barils par jour. Vous pouvez voir sur le graphique comment, après les sanctions, la production a chuté en raison du blocus général et de l'embargo subséquent sur le pétrole vénézuélien, ainsi que des actions visant à déstabiliser le marché pétrolier.

Pour estimer l'impact économique sur le pays, nous avons calculé un scénario dans lequel ce niveau de production est maintenu en moyenne pour la période d'avril 2015 à octobre 2022. Dans ce scénario, la perte de production cumulée pour PDVSA serait d'environ **3.995 millions de barils**.

En appliquant un prix de marché à ce niveau de production, **on enregistre une perte de ressources sur la période 2015-2022 de 232 milliards USD**.

## Toutes les options contre PDVSA [2017-2023]

- Gel de la dette.
- Interdiction du rapatriement des dividendes.
- Confiscation de tous les actifs: Citgo, Monomers et autres. Interdiction des opérations des compagnies pétrolières internationales.
- Sanctions contre les dirigeants et les entreprises pétrolières.
- Sanctions contre les partenaires alliés de PDVSA (Rosneft Trading, TNK Trading International et autres).
- Sanctions contre les navires et le personnel de transport maritime (capitaines). Imposition de coûts financiers, commerciaux et logistiques.
- Poursuites judiciaires.
- Assaut des cargos vénézuéliens. Arrêt des paiements.
- Gel des ressources dans les banques. Fermeture de comptes.
- Usurpation de fonctions.
- Sabotage des infrastructures pétrolières du Venezuela.



*Citgo : filiale de l'entreprise publique PDVSA, la principale entreprise vénézuélienne à l'étranger, bloquée par les États-Unis depuis 2019.*

**“** Nous ne reconnaissons aucun acte, nous ne reconnâtrons aucun type de négociation, nous ne reconnâtrons aucun type d'accord de paiement à un créancier qui ne soit pas valablement ordonné par l'État vénézuélien. Assez des insultes à notre peuple, nous ne le reconnâtrons pas **”**

**Delcy Rodríguez**

Vice-présidente de la République bolivarienne du Venezuela

Mai 2023

# Punir une nation entière

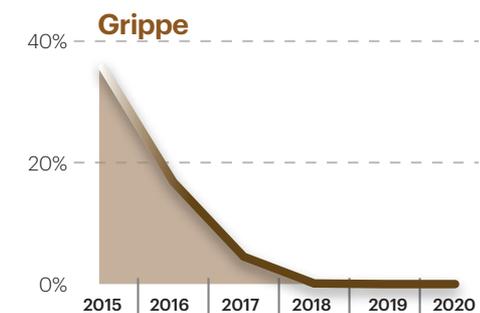
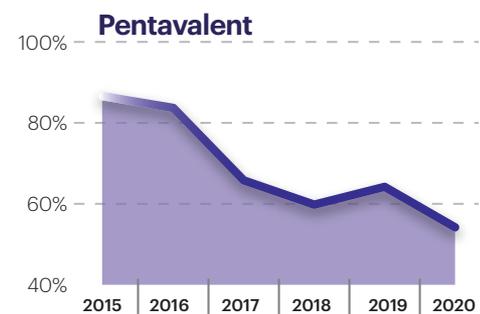
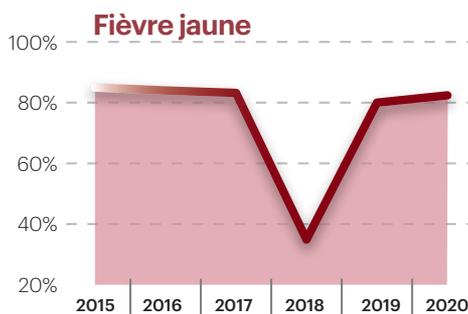
Le Venezuela est l'un des pays qui a le plus progressé en matière de droits sociaux et de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle.



Bon nombre de ces avancées sociales ont été affectées par les politiques d'extorsion des États-Unis et d'autres gouvernements.

Dans le cas de la santé, les chiffres montrent comment, depuis 2016, la couverture vaccinale pour plusieurs maladies a chuté en raison de la suspension des transferts financiers pour l'achat de médicaments et de vaccins.

L'impact social est l'un des phénomènes les plus complexes et les plus palpables, car ses effets se traduisent par des dommages sur la santé, une augmentation des maladies et des décès. La détérioration d'indicateurs clés tels que la nutrition et la santé prouvent que le peuple vénézuélien a subi dans sa chair ce que deux économistes américains (Sachs et Weisbrot) ont appelé une **"punition collective"**.



Source: Ministère de la santé. République bolivarienne du Venezuela

# Nous soumettre par la faim

Refuser au peuple vénézuélien l'accès à la nourriture était une stratégie centrale du blocus sous la présidence de Donald Trump. La sanction du programme CLAP, la paralysie dans les banques internationales des paiements destinés à l'importation de semences, d'aliments et d'intrants pour la production agricole, ainsi que la persécution judiciaire des entreprises du secteur alimentaire, ont été constantes au cours de ces années.

L'objectif ? Frapper le peuple vénézuélien au portefeuille et à l'estomac. Produire des troubles sociaux et —si tout allait bien— générer une famine, une crise politique et une solution politique violente. L'échec de ce plan, dû à la résistance du peuple vénézuélien et aux politiques visant à augmenter la production alimentaire et à garantir le droit à l'alimentation pour tous, ne fait que révéler la gravité de ce qui s'est passé.

## **Exemples de blocus alimentaire:**

En janvier 2017, plusieurs institutions financières internationales ont refusé de traiter une série de transactions de paiement ordonnées par le gouvernement

vénézuélien. Ces transactions, d'un montant de 297 millions USD, visaient à mettre en œuvre le Plan national de semences, ce qui a gravement affecté la production alimentaire du pays.

En septembre 2017, le transfert au Venezuela de 18 millions de caisses d'aliments subventionnés provenant du programme des Comités locaux d'approvisionnement et de production (CLAP) a été bloqué par le système financier américain. En octobre 2018, le gouvernement colombien a bloqué l'envoi au Venezuela de 400.000 kilos d'aliments destinés au programme CLAP.

En octobre 2018, un navire contenant 90.000 tonnes de tourteaux de soja destinés au Venezuela, d'une valeur de 15,9 millions d'euros, a été paralysé en raison de la fermeture du compte du fournisseur, exécutée par la banque suisse Hyposwiss Private Bank.

En juin 2020, les Etats-Unis ont sanctionné un groupe d'hommes d'affaires mexicains qui transportaient du pétrole dans le cadre d'un programme d'échange brut contre nourriture. Suite à cette action, les entreprises se sont déclarées en faillite.





## **EPILOGUE**

*Le Venezuela a commencé à surmonter le blocus et l'agression multiforme par ses propres moyens, en s'appuyant sur les capacités productives et créatives de son peuple, sur son système social inclusif et sur la décision irrévocable de défendre sa souveraineté, sa démocratie et son intégrité territoriale.*

**Nicolás Maduro Moros**  
Président de la République  
bolivarienne du Venezuela

**Delcy Eloína Rodríguez Gómez**  
Vice-présidente exécutive de la République  
bolivarienne du Venezuela

**Félix Plasencia**  
Président du Centre international pour  
l'investissement productif (CIIP)

**William Castillo Bollé**  
Vice-ministre des politiques anti-blocage. /Directeur général  
de l'Observatoire vénézuélien de l'anti-blocage

LES CHIFFRE DU BLOCUS (2015-2023)  
Le Venezuela a le droit de vivre sans sanctions

Édité par le ministère de **l'économie,**  
**des finances et du commerce extérieur**

Caracas, Venezuela, Août 2023

Publication numérique disponible à l'adresse suivante  
<https://observatorio.gob.ve/>



“ Le péché que nous avons commis  
au Venezuela est d’avoir osé,  
pour la première fois en cent ans,  
affronter les privilèges grossiers  
d’une oligarchie insensée et  
insensible.”

**Hugo Chávez**

Janvier 2003

“ Nous ratifions notre demande,  
notre exigence de la levée de  
toutes les sanctions criminelles  
contre l’économie vénézuélienne,  
contre la société vénézuélienne par  
les États-Unis et les gouvernements  
de l’Union européenne (...) Nous le  
disons avec raison au nom de 30  
millions de Vénézuéliens”.

**Nicolás Maduro**

Septembre 2021

**CIIP**  
Centro Internacional  
de Inversión Productiva

OBSERVATORIO VENEZOLANO  
**ANTIBLOQUEO**

[www.observatorio.gob.ve](http://www.observatorio.gob.ve)



République Bolivarienne du Venezuela